

PARTAGE DE TRANCHES DE VIE

Recueil de témoignages
d'agriculteurs





FAIRE FACE AUX ÉPREUVES DE LA VIE

Jean (prénom d'emprunt), 54 ans - agriculteur dans la province du Hainaut

Mon beau-frère gérait avec sa femme une ferme de plus ou moins 60 hectares, avec un quota de 300.000 litres. C'était une exploitation laitière qui connaissait pas mal de difficultés financières, malgré les différentes activités (un peu d'engraissement et un tout petit peu de cultures). Ils avaient quatre enfants entre 13 et 19 ans. Un jour, après avoir pris un peu de vacances, sur le chemin du retour, mon beau-frère et sa femme ont eu un accident de la route avec quelqu'un qui avait bu. Ils sont décédés sur le coup.

La ferme étant là, il a fallu trouver des solutions, rassurer et continuer comme avant car les enfants étaient sous le choc. J'ai trouvé des copains, des gens qui ont pu maintenir les choses, mais ça ne pouvait pas durer. J'ai ensuite trouvé un jeune qu'on a pu payer pendant quelques temps, qui était un voisin, une espèce de service de remplacement pour essayer de maintenir la ferme. Très rapidement, j'ai été confronté à des rapaces, qui ont voulu exploiter les enfants et avoir la ferme pour rien. Là, j'ai dit que ce n'était pas possible, on ne pouvait pas accepter ça. La moindre des choses était que les enfants aient un retour sur les investissements importants que les parents avaient faits dans la ferme. Il fallait

trouver donc une solution, tout en sachant que la ferme avait encore des emprunts énormes, ... et que, entretemps, les banques avaient tout bloqué. Avec un seul but : vendre rapidement, à n'importe quel prix.

Pendant trois mois, l'argent a été bloqué et la ferme n'avait plus aucune entrée financière. Nous étions face aux banques, face aux fournisseurs ; et avec un compte qui était en négatif.

J'avais 35 ans à l'époque. On n'était pas mûrs assez pour faire face à des problèmes comme ceux-là. On a pourtant dû essayer de trouver des solutions. Ca a aussi été très dur pour ma femme. Elle est rentrée dans la spirale de la dépression, c'était son seul frère. Faut se rendre compte de la situation et faut se relever face à ça. Heureusement, je n'étais pas seul, quelqu'un me conseillait.

J'ai eu la chance de rencontrer une Notaire qui a travaillé pour les enfants et qui a tout essayé pour trouver une issue. Elle a essayé de trouver des solutions. Ce n'est pas seul qu'on arrive, c'est ensemble.

J'ai alors mis la ferme en vente, j'ai mis des annonces. On a vu pas mal de gens, pas mal de personnes de Flandres... Cela se passait un an et demi après l'accident et c'était dur à faire avaler aux enfants J'ai rencontré une quinzaine de personnes intéressées par l'achat mais avec des prix qui, selon moi, ne tenaient pas la route. Il a fallu beaucoup négocier; entre les propriétaires qui voulaient vendre et ceux qui ne voulaient pas

relouer. Et puis, il y a eu le hasard de la vie. Comme avec la Notaire, deux rencontres : un monsieur qui voulait louer et un monsieur qui voulait investir. Cela a donné quelque chose de très positif. Il a fallu mettre les gens autour de la table parce qu'il peut y avoir un monde entre quelqu'un qui veut louer à un prix et quelqu'un qui achète et qui veut s'y retrouver aussi. Les négociations ont duré six mois : à la sortie de l'hiver, tout était réglé.

L'aspect financier était, dans une certaine mesure, réglé. Mais il y avait également la situation personnelle des enfants à assurer. J'avais pu débloquer une partie de l'argent de l'assurance pour les enfants; grâce aussi à l'appui de personnes de la région. En réalité, il s'agissait d'un groupe de personnes qui se sont senties responsabilisées par la situation. Ces personnes nous ont aussi permis d'aménager un petit appartement à côté de chez moi. Les enfants ont pu y vivre pendant 7-8 ans. Ce qui n'était pas facile, c'est que les enfants n'avaient plus de parents alors qu'ils étaient fort famille, fort soudés. Les enfants ont maintenant fait leur vie et chacun travaille.

J'ai moi-même vécu des moments difficiles, ensuite, avec ma propre famille. J'ai eu parfois le sentiment qu'on est vite oublié de tout le monde. Pourtant, avec le recul, j'en tire quand même une conclusion. Il y a toujours des solutions aux problèmes de la vie. Il ne faut jamais voir le négatif car il entraîne très vite vers le mauvais côté. Il faut toujours chercher le point positif. C'est la force de certaines personnes.



TROUVER MON ÉQUILIBRE FAMILIAL ET PROFESSIONNEL

Maurice (prénom d'emprunt), 58 ans - agriculteur dans la province du Luxembourg

Mes parents étaient agriculteurs mais j'ai commencé en 1983 mon activité indépendamment d'eux car leur exploitation était trop petite.

J'ai à l'époque emprunté. D'abord pour l'achat d'un tracteur, d'un épandeur, de vaches et, deux ans plus tard, à nouveau, pour la construction d'une étable. Ensuite mon épouse qui était fille d'agriculteurs et moi avons construit une maison et un hangar. On a trois enfants.

Au début j'ai travaillé avec mon père, sur les deux exploitations, même si elles étaient distinctes. Faute de moyens, j'utilisais une partie de son matériel pour travailler sur ma ferme. Il y a eu des conflits de générations car on avait un peu chacun nos idées. C'était pas évident. On travaillait ensemble tout en travaillant chacun de son côté.

En 1996 quand mes parents ont arrêté leur activité, j'ai repris leur exploitation. Des vaches laitières se sont ajoutées au troupeau viandeux que je possédais déjà. A cause de l'augmentation

du cheptel, il n'y avait plus assez de place. On a dû construire une étable avec salle de traite, citerne à lisier, caillebotis,

L'augmentation du cheptel a entraîné beaucoup de travail et beaucoup de stress. Trop de travail, un peu de dépression, ras-le-bol. J'en ai eu marre de tout, je ne supportais plus rien. Même mon épouse en avait marre de moi. A la longue d'en avoir marre, j'ai pensé me suicider. Je ne pouvais plus continuer à vivre comme ça. Avant, j'ai sonné à ma fille. Elle m'a dit qu'il ne fallait pas faire de bêtise, qu'elle allait m'aider. Le lendemain, elle m'a recontacté et m'a conseillé d'appeler Agricall.

Je me suis décidé à leur téléphoner. Cela n'a pas été une démarche facile. Je me demandais comment parler de mon problème. Avec mon accord, Agricall a d'abord fait appel à une psychologue qui s'est rendue chez nous. On a discuté longtemps de tous les problèmes. Quand elle est partie, je me suis senti libéré d'une partie d'un grand poids. D'autres personnes d'Agricall sont ensuite venues pour étudier l'exploitation. Après plusieurs entrevues, ils ont proposé plusieurs solutions. Avec mon épouse, on a réfléchi: arrêter la traite ? Difficile car c'était notre rentrée d'argent. On a alors décidé de diminuer le nombre de vaches laitières pour gagner du temps puisque c'était le temps de traite qui nous prenait le plus de temps et de travail. On a donc vendu des vaches laitières et d'autres jeunes bêtes. Un total de 40 bêtes et grâce à ça, ça allait déjà mieux. Il y avait moins de travail et moins de stress. Puis on a fait des économies en nourriture, en paille, en

frais de vétérinaires, en engrais. Et on a eu aussi un peu plus de temps pour nous. Ce n'était pas facile de décider mais la décision qu'on a prise était la meilleure solution pour nous.

Maintenant on avance en âge. Sur les trois enfants j'ai un fils de 22 ans qui aimerait reprendre. Pas tout de suite : on n'est pas encore pensionnés et, pour le moment, il travaille à l'extérieur. Mais, quand il est disponible, il donne un coup de main à la ferme. Il n'y a pas de tâches définies pour lui ; il fait un peu de tout en fonction de ce que je demande. Mon fils a aussi ses idées et il souhaiterait déjà bien diriger un peu, les imposer. Ce n'est pas toujours facile car nous on a l'expérience. En agriculture, c'est jamais fini ... Il y a toujours une vache malade, une autre qui va vêler ... Salarié, et agriculteur, ce n'est pas la même réalité. En agriculture, ce sont de longues journées. Moi je ne pars jamais en vacances. Mais mon fils ne voit pas ça de la même façon. Il me dit qu'il pourra gérer la ferme et, en même temps, avoir du temps libre. Cela me préoccupe aussi par rapport aux investissements car c'est risqué à l'heure actuelle pour un jeune agriculteur.

Comme je suis passé par des moments difficiles, ce que je fais maintenant, c'est conseiller à ceux qui ont un problème, de faire la même chose que moi: demander de l'aide et parler de son problème pour essayer de trouver des solutions car des solutions il y en a un peu partout dans toutes les fermes.



LA FERME, TOUTE MA VIE ET MA FIERTÉ

Francis (prénom d'emprunt), 61 ans- agriculteur laitier dans la province de Luxembourg

J'ai fait l'école d'agriculture mais les six premiers mois ont été un enfer pour moi. Je n'avais jamais quitté la maison et me retrouver en internat du jour au lendemain a été difficile. Quand j'ai fini mes études, je voulais reprendre la ferme. Mon papa, lui, préférait aller au bois sauf l'été, où il m'aidait à faire les silos. Il y avait quand même parfois un peu des tensions de génération. Mais quand mon papa me donnait des conseils, si je ne voulais pas les suivre, il me laissait tout de même faire. Si ça allait tant mieux pour moi et si ça n'allait pas, je faisais alors comme il m'avait dit.

En 1976, il y a eu une grosse sécheresse. Grâce à la prime de calamité et un emprunt de 1,8 millions de francs belges, je me suis acheté quelques machines. Malheureusement, trois ans plus tard, mon papa est décédé d'un cancer. Malgré la tristesse, j'ai vu les choses positivement. J'étais tellement heureux qu'il ne souffre plus. Il m'avait appris beaucoup de choses ; il m'en aurait encore appris d'autres. Mais la vie était comme ça et je devais continuer.

En 1982, je me suis marié. Deux ans après, Victor est né. En 1993, les quotas sont arrivés et on m'a dit que je devais traire le plus possible. J'ai augmenté

le cheptel, mais quand on augmente il faut garder des génisses puis il faut les nourrir. Pendant ce temps on ne sait pas les vendre au marchand ; donc pas d'argent. Ma femme essayait de m'aider, de me calmer. J'ai alors traité 60.000 litres de plus que mon quota mais on ne pouvait plus livrer le surplus à la laiterie sinon on avait une pénalité. J'avais toujours des difficultés pour payer mes dettes et on ne disposait que de 50 € par mois pour faire les courses pour nous trois. Quelques temps après, j'ai pu racheter 177.000 litres des quotas par ci, par là. Comme pour les autres achats, j'ai dû faire un emprunt. Il ne me restait toujours pas beaucoup d'argent à la fin du mois. J'avais aussi dû louer une étable à 6/7 kms de ma ferme pour y mettre une quarantaine de bêtes. On n'arrêtait pas de travailler ma femme et moi : le matin, elle trayait à l'étable de la maison pendant que je soignais les bêtes dans l'autre étable. Je rentrais, je continuais la traite pendant que ma femme préparait le gamin que j'allais ensuite déposer à l'école. Le soir, c'était reparti : nourrir toutes les vaches à la brouette : c'était du boulot mais je n'ai jamais eu peur de travailler. Puis, nous avons décidé d'avoir un deuxième enfant, une belle petite fille est née, Valentine.

Quand Victor a eu fini l'école d'agriculture, il a travaillé avec moi dans la ferme mais les tensions sont apparues au fil des années. Il refusait de m'écouter sur certains points et était parfois très dur envers moi. Ma femme, elle, tentait toujours de nous concilier. Le travail à la ferme et toutes ces tensions sont devenus tellement difficiles pour moi que j'ai fini par vouloir mettre fin à mes jours. J'avais l'impression que ça ne servait plus à rien de parler de mon mal-être. Je suis alors allé six semaines à l'hôpital. Ça m'a vraiment fait du bien de pouvoir

me reposer. A mon retour, j'ai bien constaté que la situation ne s'améliorait pas. Je me relevais la nuit pour regarder les comptes, je pleurais seul à table. Pourtant, je suis un homme avec un caractère dur et le travail ne m'a jamais fait peur.

Un jour, ma femme et ma fille ont cherché sur internet après des personnes pour nous aider. C'est là que ma femme a contacté Agricall en disant que la situation était grave. Ils nous ont demandé de préparer tous les papiers, les emprunts, etc. Ils sont venus et nous ont aidés, notamment à trouver un bon avocat pour régler le problème avec la banque. Je suis allé en RCD (règlement collectif de dettes) pendant deux ans car je voulais payer mes dettes. J'étais soulagé d'être soutenu. Quand j'ai appris que j'avais droit à la pension, fatigués de toutes les difficultés qu'on avait traversé, on a pris la difficile décision de vendre la ferme. J'ai pourtant été soulagé d'arrêter de traire et, à mon grand étonnement, je n'ai même pas versé une larme en voyant monter mes vaches dans le camion. J'ai laissé des plumes dans la ferme et, si j'avais su que ma femme tomberait malade ensuite, j'aurais même arrêté un an plus tôt. Je suis resté à ses côtés et aux petits soins, jusqu'à la fin mais je regrette de ne pas avoir passer plus de temps avec elle quand elle était encore en bonne santé.

Maintenant, je vais aider une femme de fermier à soigner ses bêtes. C'est ma façon de l'aider pour la remercier pour son soutien suite au décès de ma femme. Elle a toujours été là pour m'écouter.

Pour ceux qui sont mariés, il faut prendre le temps le dimanche de faire une balade avec sa femme car le temps passe vite. Il ne faut pas non plus investir de trop et toujours essayer de garder le moral.



LE CŒUR AU TRAVAIL MALGRÉ LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES ET LES PROCÉDURES

Luc (prénom d'emprunt), 49 ans - agriculteur dans la province de Namur

J'ai repris l'exploitation familiale en 1987. Elle était de petite taille et à 100% vocation élevage. J'avais un petit quota laitier, des étables qui n'étaient plus aux normes. On a du s'adapter: on a carrément abandonné l'élevage laitier. Au fil des années, j'ai alors développé mon exploitation via des reprises de terres. J'ai eu recours à des crédits pour financer les acquisitions. Jusqu'à la fin des années 2000, je m'en sortais. Je me suis orienté vers des cultures industrielles de type légumes pour l'industrie vu que je me trouve dans une région où la dominante est pour ce type de cultures. Mais à partir des années 2000, ça a commencé à coïncider dans le sens où il y avait une abondance de production, notamment au niveau des pommes de terre : des prix à la baisse, des coûts de production qui n'ont cessé d'augmenter. Le problème du milieu d'agricole, c'est qu'on dépend de cours mondiaux. Il y a de la valeur quand la denrée que vous produisez est rare, mais elle perd sa valeur quand le marché est plus abondant. On a parfois été obligé de vendre de la marchandise à prix bradés. A cela s'ajoute les problèmes climatiques et quelquefois le déclassement des produits. Tout ça m'a amené à avoir des difficultés aux alentours des années 2010. J'ai quand même continué en essayant de redresser la barre, de comprimer les frais. En 2014, trois petits clients ont déposé le bilan. Là j'étais face à un mur. J'ai alors essayé de négocier avec les banques et les différents fournisseurs. Quand on fait une centaine d'heures par

semaine, on espère avoir un salaire en conséquence qui permette de payer ses fournisseurs. Ce n'est pas le cas. J'ai finalement contacté Agricall fin des années 2014. Le premier boulot a été, avec Agricall, de dresser un état des lieux. On a lourdement négocié. Les créanciers extraordinaires, les créanciers secondaires. Je suis passé en procédure de réorganisation judiciaire (PRJ). Pour les créanciers extraordinaires, pas de marge de manœuvre: un plan de remboursement avait été établi lors de la signature des contrats, avec des garanties. Pour les créanciers secondaires, il y a eu beaucoup de soucis. Il y avait des huissiers qui venaient frapper à la porte. On a alors établi un plan via le tribunal de commerce pour éviter la faillite. Ce plan est maintenant validé et en cours de remboursement. C'est une bonne chose excepté que, quand vous rentrez dans une procédure de PRJ, soyons clairs, on vous ferme toutes les portes, même pour un crédit saisonnier.

J'ai du changer ma manière de travailler. Pour 70% de mon activité, je suis maintenant prestataire de services pour un gros producteur. C'est une structure très solide et je prends beaucoup moins de risques. L'avantage, c'est que, au moins aujourd'hui, je suis payé de mon travail. Il reste 30% de l'exploitation où je continue à prendre des risques mais on a fait un triage. On a développé le circuit court en diversifiant une petite partie de la ferme en bio. Il est vrai que tous ces événements ont des conséquences sur l'aspect vie privée. D'abord vis-à-vis de la hiérarchie familiale: j'ai quand même dû me défaire d'une partie du patrimoine familial. Quelque part, je n'y perds pas tout à fait, mais c'est une valeur morale qui s'en est allée ; une plus-value morale qui a été acquise durement par les générations qui m'ont précédé. Sur le plan purement privé, il y a aussi eu des déchirures, avec le conjoint, avec les enfants. Il m'a fallu avoir une force de caractère et d'esprit, trouver les bonnes personnes qui vous épaulent, vous renforcent le moral. Il y a en effet quelque chose qui est très influant: c'est le «on dit». Le «on dit» aujourd'hui me fait encore quelque part de la peine. Même la profession vous dévalorise parce que vous êtes en difficulté. On va vous traiter de «mauvais payeur», «attention cet agriculteur est en difficulté»,

«il a un plan». Ce sont des arguments lourds à porter quand vous essayez de garder une motivation, quand vous tenez à ce que vous faites.

En agriculture aujourd'hui, il y a un gros problème, en tout cas dans la région: une grande majorité des agriculteurs sont fort individualistes. Ils ont leur fierté d'avoir leur propre ferme, leur propre matériel et ne pas mettre certaines idées en commun. Pourtant, je pense que quand un agriculteur a un projet en tête, il devrait en parler avec différents acteurs et s'organiser par exemple dans le cadre d'une CUMA. Si je devais revenir 20 ans en arrière, tant que je n'aurais pas de projet où je puisse mettre mes idées en commun, les investissements en commun et le travail en commun, je pense que je n'avancerais plus dans le sens du développement de la ferme.

Un conseil pour les autres agriculteurs en difficulté, c'est de contacter un organisme neutre comme je l'ai fait avec Agricall et aussi s'appuyer un peu sur votre entourage, comme je l'ai fait avec mon frère qui passe chaque jour à la ferme. Faire le point, faire un bilan de la situation. Bien présenter à ceux qui vous aident toutes les failles existantes sur l'exploitation. Ne pas paniquer face à la pression des organismes de crédits, à la pression des fournisseurs. Demander des délais. Avoir une réflexion en commun c'est toujours mieux pour être beaucoup plus fort et plus bénéfique que de vouloir s'obstiner seul. Il faut, chaque jour quand vous vous levez, que ça soit avec un optimisme et un cœur au travail.



SE METTRE À PLUSIEURS ET NE PAS BRADER SON PRODUIT

Julien (prénom d'emprunt), 47 ans - agriculteur dans la province du Hainaut

Après près de 30 ans, suite à un incendie, on a arrêté de traire et décidé de démarrer un élevage de porcs avec les naissances en plein air et l'engraissement en bâtiments. On a gardé quelques vaches pour occuper les parcelles qui étaient en rotation avec de l'herbe. En 1998, je suis passé en agriculture biologique.

Quand j'étais tout seul avec mes cochons, c'était facile, avec quelque chose qui tournait bien. Mais c'est quand ma fille a souhaité travailler à la ferme pour, éventuellement, la reprendre que la question de la rentabilité s'est posée. Il a fallu trouver des revenus supplémentaires pour payer un deuxième salaire. Avant qu'elle ne fasse la reprise complète, il valait mieux être sûr qu'elle puisse en vivre. Donc, là-dessus, on a commencé la vente directe sur commande. On a investi dans une remorque frigo et une bétailière et travaillé avec un atelier de découpe. Au niveau du cheptel, on a aussi développé en moutons.

On a alors commencé à travailler avec le CRA-W de Gembloux dans le cadre du projet Trésogest. On s'est mis à plusieurs agriculteurs à travailler avec le même programme informatique. En ayant des chiffres collectés de la même façon à plusieurs, on a remarqué qu'on pouvait enfin établir un prix de revient moyen. Car le premier conseil à donner à d'autres agriculteurs, c'est de faire ses comptes. Justement des outils comme Trésogest ça peut aider. Parce que, même en faisant ses comptes, il y a des imprévus. Encore dernièrement, on a

refait le calcul précis d'un porc à la vente directe. On a remarqué qu'il ne restait pas grand-chose derrière. Il a donc fallu réétudier la question, revoir nos prix de vente. Surtout, il ne faut pas brader son produit.

Comme on était à plusieurs, on a eu finalement l'idée de se mettre en groupe. Ce groupe est devenu le groupement de producteurs, initié et chapeauté par l'UNAB. En ayant des prix de revient, on a commencé à parler un peu autour de nous. Il y a des gens du groupe qui ont rencontré des responsables de magasins. Il s'agit de magasins qui vendent du bio mais aussi de l'éthique car c'est ce que souhaite la plupart des consommateurs. On leur a présenté nos chiffres et ils ont été d'accord. En contrepartie d'un prix juste et rémunérateur pour nous agriculteurs, on garantit le bien-être animal et le cahier des charges bio. On est à la limite plus stricte que le cahier des charges bio.

Au départ dans le groupement, on n'avait pas mis de limite dans la taille des fermes, mais finalement on s'est aperçu qu'on était tous des fermiers en porcs de petite taille. Ce sont des élevages qui vont de 3 truies à 40. Ce sont toutes de petites fermes qui valorisent une bonne partie de leur fourrage, que ce soit céréales, que ce soit le petit lait pour faire du fromage.

En étant en groupement, on se motive l'un l'autre. Il y a des réunions de conseil d'administration tous les deux mois à peu près. On se retrouve entre membres du groupe. Il y a une assemblée générale par an, puis, de temps en temps, on fait des formations. L'entente entre les producteurs du groupement est vraiment bonne. On est toujours content de se retrouver. Dans le groupement, il y a des gens de Virton, de Burgreuland et d'Ath. On balaie toute la Wallonie. On échange, on fait des réunions. C'est l'avantage du groupement. On est à plusieurs pour trouver les débouchés. Avant, on était chacun chez soi et on se faisait influencer par les acheteurs qui sont finalement peu nombreux.

Je pense qu'il y a de l'avenir. C'est toute une organisation qui est en train de se mettre en place au fur et à mesure des réunions. Et on a l'UNAB qui nous aide énormément. Si on n'avait pas l'UNAB, on n'aurait pas pu démarrer. Déjà nous ne serions pas connus ...

Il ne faut pas croire que c'est les plus grosses fermes les plus rentables. Il ne faut pas avoir peur de démarrer petit. Ne fut-ce que pour pouvoir tout maîtriser et puis pour ne pas trop investir d'argent. En démarrant petit, on peut, avec d'autres, faire beaucoup de choses.



MUTUALISER LES MOYENS ET FAVORISER LA COOPÉRATION

Franck, Benoît et Martin, agriculteurs en CUMA dans la province du Hainaut

Franck explique: «En 1966, mon père a décidé avec 6 ou 7 autres agriculteurs d'acheter du matériel betteravier: un semoir de précision et une arracheuse. Ça a bien marché les six premières années puis la nécessité d'acheter une machine plus perfectionnée a créé une première scission. De fil en aiguille, de la culture de la betterave, nous sommes passés à la culture du maïs, à tout ce qui était fenaïson (foin, faucheuse, faneuse, ...) pour finir par tout ce qui est pommes de terre. Nous avons tout le matériel nécessaire et avons aussi maintenant un semoir pneumatique pour les céréales et deux moissonneuses batteuses. Il faut être minimum 3 pour créer une CUMA mais je trouve qu'une CUMA à 3 c'est très restreint. Dans notre CUMA, nous sommes pour le moment à 9 exploitations agricoles qui avoisinent les 500 hectares de cultures. Quand on ensile le maïs, on est minimum quatre ou cinq à devoir le faire. Une fois chez lui, une fois chez moi, une fois chez Martin, etc. Notre cercle est malgré tout restreint parce que nous ne savons plus acheter de matériel et l'amortir. L'idéal aussi serait d'avoir une plus large couverture pour engager un ouvrier qui pourrait entre temps travailler pour les autres travaux que doivent faire les membres de la CUMA. Notre CUMA s'inspire du modèle français: là, ce sont des CUMA mieux structurées, plus importantes et avec du personnel administratif ou à se partager.»

Benoît confirme : «On travaille les uns chez les autres, car notre dimension fait qu'on ne peut pas engager du personnel. On est donc bien obligé de le faire sous forme d'échange de travail l'un pour l'autre et c'est Franck qui comptabilise les heures pour que tout le monde y trouve son compte. L'avantage ici est que la plupart des fermes sont en polyculture élevages et de dimension assez proche. Évidemment, il y en a toujours qui veulent être

premiers et d'autres qui ne sont pas trop pressés. Mais bon, c'est comme dans toute association, que ça soit sportive ou autre. Il faut un peu de bonne volonté pour que ça marche.»

Martin embraye: «La semaine passée, on me sonne et on me demande si la faucheuse est libre. Je demande combien d'hectares il y a à faire; entre temps, un autre sonne puis encore un autre. Du coup, c'est moi qui réfléchis au temps qu'ils vont mettre chacun pour faucher afin d'organiser le tout. Chacun doit y mettre du sien.»

Benoît: «En 2012, j'ai fait le choix de prendre une pause carrière de l'enseignement pour revenir sur la ferme. J'y travaillais toutefois avec mon papa depuis toujours. Ce que je préfère, c'est le bétail. Peut être à tort parce que physiquement c'est le plus pénible mais j'y trouve mon équilibre personnel; même si le revenu n'est pas à l'avenant. Ce qui m'a poussé à entrer dans la CUMA c'est que mon papa y était. On n'est pas obligé d'utiliser les machines de la CUMA. Il y a des gens qui préfèrent, plutôt que d'arracher les pommes de terre à un moment qui ne leur convient pas, téléphoner à l'entrepreneur et n'avoir que les tracteurs et les bennes à rouler. C'est le choix de chacun. Il faut trouver un juste équilibre car si on achète les machines en double ; il faut être sûr qu'on va les amortir suffisamment.

La particularité d'une CUMA est qu'on doit composer avec les autres. Il y a des gens pour qui ça ne convient pas. Ce qui les bloque c'est quand tout le monde veut travailler en même temps. Mais, quand on téléphone à l'entrepreneur, il n'est pas toujours disponible le jour-même non plus. Pour moi, c'est donc une fausse discussion.

Il y a aussi une contrainte administrative et économique. Par exemple, si vous avez de la casse sur des machines, il va falloir se mettre d'accord à plusieurs pour réparer ou non, remplacer ou non. Ce sont toutes des discussions qui ne se posent pas si on est seul. Moi j'ai très peu de matériel sur la ferme, j'utilise beaucoup de matériel de la CUMA. Il y a des fermiers pour lesquels ce n'est pas le cas; comme je disais tantôt, ils font à la carte.»

Martin: «Quand on doit racheter du matériel, si on veut avoir les aides, il faut que tout le monde soit d'accord, même si tout le monde ne va pas l'utiliser. Même si on ne l'utilise pas, on doit apporter des papiers spécifiques à chacun et ça c'est contraignant.»

Franck : «On fait trois réunions par an. Il y a une réunion avant campagne, une réunion à la fin de la campagne et une réunion de remise des comptes.»

Benoît: «Il n'y a pas que des contraintes. Le premier point positif d'une CUMA, c'était avant tout économique évidemment. Acheter un semoir à maïs tout seul ou diviser en neuf, il n'y a pas photo. Après, ça dépend aussi de la surface totale qu'on cultive. Il y a aussi le lien social entre nous. Avec la CUMA, on se voit plus souvent car on va chez l'un et l'autre, on se parle de ce qu'on fait, de nos coups durs qu'ils soient familiaux ou économiques. Si quelqu'un a un souci, ça sera plus rapide pour l'aider. Du coup on est aussi moins violemment en concurrence par rapport à l'évolution du foncier. Quand il y a des reprises, on discute entre nous de savoir un peu comment ça va se passer. Sans CUMA, ça serait chacun pour soi. On est un noyau d'une dizaine de fermiers qui se parlent et qui savent se dire si c'est raisonnable ou pas. Ensuite, chacun fait ce qu'il veut.»

Benoît : «En Belgique et en Hollande, on est souvent dans une concurrence de ferme à ferme qui nous est plus souvent nuisible qu'avantageuse. C'est très différent du principe coopératif que j'ai connu lors de ma dernière année d'étude au Québec. Echanger ensemble, même sur ses bêtises, c'est utile. Ça éviterait peut-être pour certain de devoir faire appel aux services sociaux, psychologiques.»

Franck: «Les CUMA ne sont pas obligées d'arriver au stade où nous en sommes. Une CUMA peut se concevoir pour seulement des andaineurs, du plus petit matériel. Il y a déjà moyen de faire pas mal d'économies car c'est du matériel plus facilement amortissable. Pour accepter un nouveau membre, il y a une assemblée pour que tout le monde donne son avis. On a un schéma d'acceptation.»

Martin: «Moi, je suggère qu'il y ait une période d'essai afin que la personne puisse voir comment ça fonctionne avant de trop s'engager.»



LES PRÉJUGÉS

“Les personnes dépressives manquent de volonté”; “les personnes stressées n’ont pas de caractère”; “ne pas payer ses dettes est de la mauvaise volonté”; “les problèmes financiers sont dus à une mauvaise gestion”; “pour gagner plus, il faut travailler et investir plus”; ... C’est bien entendu faux mais cela s’appelle des préjugés.

Pour de nombreuses personnes, la stigmatisation de la difficulté est plus difficile à vivre que la difficulté elle-même et les personnes qui rencontrent des difficultés (familiales, financières, baisse de moral) vont souvent avoir le sentiment d’être jugées.

L’un des effets les plus néfastes des préjugés est qu’avec le temps une personne finit par croire ce qu’elle entend à son sujet. C’est alors une spirale négative qui s’installe. De plus, se sentir juger décourage la personne qui en est victime de demander de l’aide.

L’agriculteur dont le métier est fondé sur des valeurs de courage, de travail, de force, de la parole donnée ou d’honorer ses dettes est fort exposé aux préjugés. La proximité qu’implique le fait de vivre dans un village accroît encore le risque.

Si votre voisin agriculteur a des difficultés, manifestez -lui plutôt votre empathie, demandez-lui s’il a quelqu’un à qui se confier ou encore comment vous pouvez l’aider. Si vous voulez l’aider, essayez de ne pas juger ses difficultés.



CONCLUSION

Chaque tranche de vie qui vous a été livrée est unique. Les différents choix professionnels posés ont été fonction des apprentissages à l'école, venant du père, venant des pairs. Investir, agrandir, réduire, faire comme son père, transmettre à son fils, s'associer. Chacun l'a fait avec sa philosophie, ses valeurs, ses moyens. Chaque décision prise l'a été en espérant bien faire.

Le secteur traverse régulièrement des crises, qu'il s'agisse du secteur de la viande (bovin, volaille, mouton, porc), du lait, des céréales, du conventionnel ou du bio. Et chaque personne ou chaque famille peut traverser une crise, connaître un accident de vie.

Au travers de toutes ces histoires particulières, un message commun se dégage: l'importance de ne pas rester seul face à ses problèmes.

Les organisations professionnelles sont là pour soutenir leurs membres, pour les aider à ce qu'ils ne se sentent pas seuls. Leur diversité rend possible à chacun de s'y retrouver en fonction de sa philosophie. Qui le souhaite peut se rapprocher de l'une ou l'autre en fonction de ses convictions et y trouver un mieux-être. Chaque agriculteur et chaque agricultrice peut adhérer à un mouvement, faire partie d'un groupe, s'associer à ses pairs pour être plus fort dans son métier. Chacun a de bonnes idées à partager. Chaque idée mérite d'être entendue et portée, au sein du secteur agricole et aussi en dehors. Chaque personne compte.

Recevoir de l'aide, en apporter en retour, faire d'heureuses rencontres, échanger des idées, coopérer, rendre des services, mutualiser les moyens, s'entraider, partager son expérience avec d'autres agriculteurs ou avec d'autres personnes peu importe son métier, réfléchir à plusieurs, dialoguer, oser parler, oser se confier à d'autres personnes bienveillantes, écouter avec bienveillance celui qui ose se confier, ... Qu'il s'agisse de vos organisations professionnelles, d'associations ou de personnes en dehors du secteur agricole, il est toujours possible de se confier, d'être entendu, soutenu, orienté. Parce que personne ne devrait rester seul face à un problème, il ne faut pas hésiter à prendre contact pour en parler.



CONTACTS UTILES

Pour une aide globale (neutre et gratuit):

■ **Agricall Wallonie asbl** - propose une aide pour tout agriculteur en Wallonie et sa famille qui rencontre des difficultés d'ordre économique, technique, juridique, psychologique ou social dans la gestion de sa ferme - **0800/85.0.18** - **www.agricall.be**

■ **Finagri by Agricall** - Cellule d'appui à la gestion financière pour les agriculteurs - **081/22 43 85** ou **087/ 22 09 93** für Deutschsprachige (in Zusammenarbeit mit der VSZ)

Pour un soutien par les pairs (gratuit):

■ **Le Groupe de Soutien de l'UAW** - propose écoute et entraide aux agriculteurs en difficultés, en toute confidentialité - **081/627.495**

Pour un soutien, en ce compris psychologique:

- Le médecin traitant
- Un psychologue ou un psychiatre via un service de santé mentale - **www.cresam.be**
- **Un pass dans l'impasse** - Centre de prévention du suicide et d'accompagnement - **081/77.71.50**
- Les équipes mobiles - **www.psy107.be**

Lignes d'écoute (gratuit):

- **Télé-Accueil** - **107** - **www.tele-accueil.be**
- **Die Telefonhilfe** der Deutschsprachigen Gemeinschaft - **108**
- **Ecoute-Enfants** - **103**
- **Centre de prévention du suicide de Bruxelles** - **0800 32123**

Pour des problèmes de surendettement:

Pour la médiation de dettes,

- **Via le CPAS de la commune de résidence et Asbl agréées.** Il est aussi possible d'appeler le **1718** (numéro vert de la Région Wallonne) ou le **1719** (en allemand)
- En consultant le **portail de la Wallonie sur le surendettement**. La liste des services de médiation de dettes s'y trouve.

Pour une procédure de réorganisation judiciaire PRJ,

- **Les hommes ou femmes du chiffre** (comptable, expert comptable, ...) ou de loi (avocat, ...)
- Les **syndicats** et les **associations** présents dans le monde agricole
- En consultant le **portail de la Wallonie sur le surendettement**

Appel aux urgences - **112**

N'hésitez pas à prendre contact avec ces organismes. Ils sont là pour vous orienter et vous aider. Tous respectent la confidentialité.

POUR TOUT CONTACT

Agricall
Wallonie asbl

0800/ 85.0.18
www.agricall.be



FWA



MIG-EMB



Fédération des
Jeunes Agriculteurs



unah



GAS



Agricall



FUGE



MEDENAM



UPV



Groupe de Travail
UAW



UN PASS
DANS L'EMPLI



EMSM



Avec le soutien de
la
Wallonie